

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.347
13 mars 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUARANTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 13 mars 1986, à 10 h 30

Président : M. C. CLERCKX (Belgique)

GE.86-60619/2525F

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. N. DERROUM M. A. BELAID M. M. TEFIANI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. F. ELBE M. H. PETERS
<u>Argentine</u> :	M. M. CAMPORA M. R. GARCIA MORITAN
<u>Australie</u> :	M. R.A. ROWE Mme M. LETTS
<u>Belgique</u> :	M. C. CLERCKX M. P. NIEUWENHUYS M. J.C. de BISSCHOP
<u>Birmanie</u> :	U TIN TUN U MYA THAN U HLA MYINT DAW AYE AYE MU
<u>Brésil</u> :	M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. V. BOJLOV M. P. POPTCHEV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. R.J. ROCHON
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG M. HU XIAODI M. SUO KAIMING M. SHA ZUKANG Mme WANG ZHIYUN M. YANG MINGLIANG M. TAN HAN M. LIU ZHONGREN
<u>Cuba</u> :	M. P. NUNEZ MOSQUERA Mme A.M. LUETTGEN de LECHUGA
<u>Egypte</u> :	M. S. ALFARARGI M. M. BADR M. F. MONIB

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. D. LOWITZ
M. T. BARTHELEMY
M. R. LEVINE
M. J. GRANGER
M. R. GOUGH
M. G. LOVELACE
Mme L. BRONSON

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. J. JESSEL
M. G. MONTASSIER
M. H. RENIE

Hongrie :

M. D. MEISZTER
M. T. TOTH

Inde :

M. A.S. GONSALVES
M. S. KANT SHARMA

Indonésie :

M. S. SUTOWARDOYO
M. A.M. FACHIR
M. R.I. JENIE
M. HARYOMATARAM
M. A. EFFENDI

Italie :

M. R. FRANCESCHI
M. F. PIAGGESI
M. G. ADORNI BRACCESI
M. E. SIVIERO
M. R. di CARLO
M. M. PAVESE

Japon :

M. R. IMAI
M. M. KONISHI
M. T. ISHIGURI

Kenya :

M. P.N. MWAURA

Maroc :

M. O. HILALE
M. M.S. BENRYANE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
M. P. MACEDO RIBA

Mongolie :

M. S-O. BOLD
M. G. GONGOR

Nigéria :

M. A.A. ELLA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Pakistan :</u>	M. K. NIAZ M. Z. AKRAM
<u>Pays-Bas :</u>	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. MILDERS
<u>Pérou :</u>	M. J. GONZALES TERRONES
<u>Pologne :</u>	M. J. RYCHLAK
<u>République démocratique allemande :</u>	M. H. ROSE M. J. DEMBSKI
<u>République islamique d'Iran :</u>	M. A. SHAFII M. A.B. TEHRANI M. M. DEHDASHTIAN
<u>Roumanie :</u>	M. I. VOICOU
<u>Royaume-Uni :</u>	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. D.A. SLINN M. J.A. GRAINGER
<u>Sri Lanka :</u>	M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède :</u>	M. R. EKEUS M. H. BERGLUND
<u>Tchécoslovaquie :</u>	M. M. VEJVODA M. A. CIMA
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques :</u>	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. G.N. VACHADZE M. E.K. POTIARKINE
<u>Venezuela :</u>	M. O. GARCIA GARCIA Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ
<u>Yougoslavie :</u>	M. K. VIDAS M. M. MIHAJLOVIC
<u>Zaïre :</u>	M. O.N. MONSHEMVULA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général , M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de
la Conférence du désarmement , M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 347ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Conformément au programme de travail, la Conférence poursuit l'examen du point 5 de l'ordre du jour, intitulé : "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique". Néanmoins, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur.

Nous avons sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Yougoslavie, de la Roumanie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, des Pays-Bas et de l'Italie.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Yougoslavie, Monsieur l'Ambassadeur Vidas.

M. VIDAS (Yougoslavie) (traduit de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous dire la satisfaction qu'éprouve ma délégation à vous voir président de la Conférence. Représentant votre pays, la Belgique, à la Conférence du désarmement, vous vous joignez à nous à un moment où l'on fonde de plus grands espoirs qu'auparavant sur le succès de nos délibérations. Je voudrais vous donner l'assurance que ma délégation vous appuiera pleinement et coopérera avec vous dans l'exercice de vos fonctions.

Je voudrais aussi exprimer nos profonds remerciements au Président sortant de la Conférence, le distingué représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Richard Butler, pour son efficacité au cours du mois de février.

Je suis particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue à nos nouveaux collègues, les Ambassadeurs de l'Algérie, de la Birmanie, de l'Inde, de l'Italie, du Kenya, du Maroc, du Pérou et du Zaïre, ainsi qu'à l'Ambassadeur du Venezuela, avec lequel j'ai déjà eu le plaisir de collaborer au cours de la session de 1985.

Nos remerciements vont également au secrétariat, placé sous la direction de l'Ambassadeur Miljan Komatina et du Secrétaire général adjoint de la Conférence, l'Ambassadeur Vincente Berasategui, pour la compétence avec laquelle il s'acquitte de sa tâche.

Ces derniers jours, la Suède a été durement éprouvée. Le monde entier a été bouleversé par la mort tragique du Premier Ministre Olof Palme, qui était un homme profondément attaché et dévoué à la recherche de la paix et du désarmement. La nouvelle de sa mort a causé une peine profonde dans mon pays, dont il était un ami fidèle. Je prie la délégation suédoise de bien vouloir transmettre nos condoléances au Gouvernement suédois et à la famille du défunt. Nous voudrions aussi nous associer aux autres délégations qui ont exprimé leurs condoléances à l'occasion du décès de Mme Alva Myrdal, lauréate du prix Nobel de la paix.

Au cours de l'année écoulée, après une longue période de stagnation et un niveau de tension dangereux, les relations entre les deux grandes puissances se sont engagées progressivement sur la voie du dialogue. Les efforts

(M. Vidas, Yougoslavie)

redoublés de la communauté internationale, qui se sont manifestés lors des cérémonies du 40ème anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et lors de la proclamation de 1986 Année internationale de la paix, ont contribué à faire prendre davantage conscience du fait que les négociations sont le seul moyen possible d'aborder la complexité des problèmes mondiaux. Cependant, il ne faut pas négliger les réalités actuelles, qui exigent des mesures urgentes afin d'inverser la situation défavorable dans laquelle on se trouve. La course aux armements n'a rien perdu de son intensité, le recours à la force sous ses diverses formes est largement répandu, cependant que de nouveaux défis technologiques menacent d'exclure l'homme des décisions concernant les questions vitales de la guerre et de la paix. Ainsi, de l'avis de mon pays, la principale question qui se pose à l'heure actuelle est de savoir si le processus déjà engagé pour jeter un pont de confiance et de détente permettra de résoudre progressivement les problèmes internationaux brûlants au moyen de négociations, ou si les relations internationales reviendront à une situation de confrontation ouverte, de fortes tensions et d'accélération de la course aux armements. La réponse à cette question, selon le Secrétaire fédéral yougoslave aux affaires étrangères, montrera si tous ceux qui jouent un rôle international et, en premier lieu, les grandes puissances, ont véritablement la volonté politique d'arrêter la course aux armements, d'éliminer les foyers de crise et de réduire l'écart entre les pays développés et en développement et s'il y sont prêts. Cependant, devant la prise de conscience croissante du fait que la course aux armements, en particulier la course aux armements nucléaires, met en danger la survie de l'humanité et que ces problèmes ne peuvent être résolus par une action unilatérale, la recherche de moyens de limiter et de réduire les armements est devenue un effort universel qui s'inspire d'une détermination toujours plus arrêtée. La première et la deuxième session extraordinaire consacrées au désarmement y ont contribué de façon très directe. Les pays non alignés ont à nouveau souligné dans la déclaration finale qu'ils ont adoptée à leur réunion ministérielle tenue à Luanda en septembre 1985 que "les mesures de prévention d'une guerre nucléaire et les mesures de désarmement nucléaire doivent tenir compte des intérêts en matière de sécurité, aussi bien des Etats dépourvus d'armes nucléaires que de ceux qui en sont dotés, et garantir que la survie de l'humanité ne soit pas menacée". C'est à juste titre que l'on a accordé la plus haute priorité au désarmement nucléaire. Cependant, il est impossible de se dissimuler les dangers inhérents à la poursuite du stockage et de la mise au point des armes classiques, qui ajoutent une nouvelle dimension à la course aux armements, en particulier pour les Etats qui disposent des plus vastes arsenaux militaires. En tant que pays non aligné, la Yougoslavie estime qu'il faut créer les conditions nécessaires pour rechercher également le désarmement classique aux niveaux mondial, régional et sous-régional.

La reprise du dialogue entre les deux plus grandes puissances - qui portent une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale - a été accueillie positivement dans le monde entier. Nous interprétons leur position selon laquelle "une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée" et que les deux parties "ne chercheront pas à s'assurer la supériorité militaire" comme constituant des normes de conduite convenues à l'ère nucléaire dont la portée est

(M. Vidas, Yougoslavie)

considérable. La décision d'accélérer les négociations bilatérales concernant les armes nucléaires est également considérée comme un signe encourageant. Nous nous félicitons que les propositions des deux parties aient pris un caractère plus spécifique, plus novateur et plus complet. La Yougoslavie juge importante l'initiative prise par le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev et sa proposition d'éliminer en trois étapes, d'ici l'an 2000, toutes les armes nucléaires existant sur la Terre et de renoncer à étendre la course aux armements à l'espace, grâce à des mesures de vérification appropriées; cette proposition englobe également des positions préconisées depuis longtemps par les pays non alignés. Quelque important que soit le dialogue entre les deux superpuissances - celles qui ont les responsabilités les plus étendues dans le maintien de la paix et dont dépend la survie de l'humanité - la question de la paix et de la sécurité ne peut exclusivement en dépendre, car les problèmes relatifs à la sécurité de tous ne peuvent se ramener aux problèmes de sécurité d'un petit nombre. Lors des négociations visant à la cessation de la course aux armements, à la réduction des armements et au désarmement, les deux parties aux négociations devraient constamment tenir compte du fait que ce n'est pas seulement leurs intérêts nationaux, mais les intérêts vitaux de tous les peuples du monde, qui sont en jeu. Elles sont ainsi responsables, non seulement devant leur propre pays, mais devant la communauté internationale tout entière. En conséquence, elles devraient dûment informer l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que la Conférence du désarmement, de l'état de leurs négociations. Ces négociations bilatérales ne devraient en rien rendre moins urgente la nécessité d'engager ou d'accélérer les négociations multilatérales à la Conférence du désarmement sur tous les points de l'ordre du jour, parmi lesquels, à notre avis, les points relatifs à l'interdiction des essais nucléaires, à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et aux armes chimiques, sont actuellement de la plus haute priorité. Les négociations bilatérales et multilatérales sur le désarmement ont les unes et les autres un rôle à jouer et devraient en conséquence s'étayer plutôt que se nuire.

Malgré quelques signes bienvenus d'amélioration de la situation internationale, le climat créé n'est pas encore en soi une garantie de résultats tangibles. Ce qui est nécessaire, ce sont des accords concrets. Les résultats des négociations bilatérales ne sont pas encore apparents et il faut espérer qu'une issue positive ne se fera pas attendre trop longtemps. En effet, tant que la course aux armements et, en particulier, la course aux armements nucléaires, n'a pas pris fin, tant que les armes nucléaires et classiques de destruction massive continuent de s'accumuler dans les arsenaux, tant qu'il existe des foyers de crise dans le monde et qu'il y a des interventions militaires et des ingérences dans les affaires intérieures des Etats - la sécurité et l'indépendance des Etats seront en danger.

Le renforcement de la sécurité internationale dépend de l'amélioration qualitative des relations internationales, qui créerait les conditions nécessaires pour trouver des solutions durables aux problèmes essentiels, parmi lesquels le désarmement présente une importance prioritaire. Ce qu'il faut, c'est instaurer la confiance réciproque dans tous les domaines des relations internationales, notamment en résolvant les problèmes qui

(M. Vidas, Yougoslavie)

alourdisent ces relations. En conséquence, les négociations sur le désarmement devraient se poursuivre dans le cadre d'un dialogue politique plus large reposant sur une modification fondamentale des attitudes, des conceptions et des actes. Cela exige le renforcement de tous les instruments nécessaires pour promouvoir la coopération internationale et une coexistence active et pacifique de tous les pays, indépendamment de leur système social, de leurs dimensions ou de leur niveau de développement. Les problèmes liés à la paix, à la sécurité, au désarmement et au développement exigent des solutions qui ne peuvent être trouvées que grâce à la participation de tous les membres de la communauté internationale sur un pied d'égalité et par des efforts communs dans le cadre des mécanismes de négociation existants. A cet égard, l'exemple donné par les participants à la Conférence de Stockholm est très important. La contribution que cette conférence devrait apporter revêt une importance spéciale en ce qui concerne le renforcement des mesures propres à accroître la confiance au sein de l'Europe dans son ensemble et entre les divers pays participants. L'instauration d'un climat de confiance mutuelle est une base nécessaire pour pouvoir conduire un large dialogue politique en vue de régler les grands problèmes internationaux. Dans le cas présent, cela signifie trouver des solutions de nature à assurer une paix, une sécurité et une coopération durables en Europe.

Dans le cadre des efforts déployés par tous pour s'attaquer aux problèmes pressants du monde d'aujourd'hui, mon pays attache une importance particulière à la convocation de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement, qui se tiendra à Paris au mois de juillet de cette année. On devrait non seulement examiner ce que la persistance des dépenses militaires, en degré et en ampleur, peut avoir pour conséquences, mais aussi commencer à définir le rôle que peut jouer le développement économique en tant que facteur fondamental de création d'un monde plus sûr et plus stable. Il est évident qu'on ne saurait construire un tel monde sur les inégalités existantes.

L'un des signes positifs qui se dégagent de la promotion des négociations sur le désarmement est la convergence croissante des vues sur les questions de vérification et de respect des accords de limitation des armements et de désarmement. On a pu le constater à la fois dans la résolution 40/152 0 adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale à sa quarantième session, et dans les nombreuses déclarations officielles qui ont accompagné la présentation et l'exposé de propositions. Nous espérons donc que la bonne volonté qui s'est généralement exprimée d'accepter et d'appliquer les mesures de vérification facilitera la conclusion d'accords spécifiques de désarmement.

Avec la reprise des négociations bilatérales, le rôle de notre Conférence ne s'est pas affaibli, il s'est, au contraire, renforcé. En tant que forum multilatéral de négociation, la Conférence ne peut attendre les résultats obtenus autour d'autres tables de négociation. Elle a une part indéniable de responsabilités. La session de 1986 se déroule dans un contexte quelque peu plus favorable. Il serait donc logique d'escompter un renforcement du rôle négociateur de la Conférence et une accélération de ses négociations. Toutefois, cette amélioration de l'atmosphère ne veut pas dire grand-chose en

(M. Vidas, Yougoslavie)

soi, si elle ne s'accompagne pas de la détermination de mettre pleinement à profit les mécanismes existants de la Conférence et, partant, de donner une teneur spécifique à la fonction de négociation. La Conférence y parviendra-t-elle ? Cela dépendra dans une large mesure de la volonté politique et de l'approche constructive dont feront preuve les Etats participant aux négociations.

Cette année encore, l'Assemblée générale a envoyé à la Conférence du désarmement plusieurs résolutions lui demandant d'ouvrir des négociations sur des questions prioritaires comme l'interdiction des essais nucléaires et la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et d'accélérer ses négociations sur une convention multilatérale interdisant la mise au point, la fabrication et le stockage d'armes chimiques. En outre, la Conférence a été priée de poursuivre ses négociations sur la question des armes radiologiques et d'achever l'élaboration du Programme global de désarmement. Toutefois, l'une des tâches les plus importantes et les plus urgentes auxquelles doit faire face la Conférence, et à laquelle l'Assemblée générale accorde chaque année beaucoup d'attention, demeure l'atténuation et, en fin de compte, l'élimination du risque d'une guerre nucléaire.

Aujourd'hui, je me bornerai à ne faire d'observations que sur les questions dont nous pensons qu'elles sont de la plus haute importance et qu'elles ont la plus grande priorité. Ma délégation exprimera ses vues sur d'autres points à l'ordre du jour de la Conférence dans le courant de la session de 1986. A notre avis, la tâche la plus urgente est le rétablissement du Comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires et la reprise des négociations interrompues.

La base sur laquelle le Comité spécial devrait être rétabli a été posée dans la résolution 40/80 A de l'Assemblée générale, qui recommande la création de deux groupes de travail chargés, respectivement, d'examiner les questions étroitement liées que sont la structure et le champ d'application du traité d'une part, et le respect des dispositions et la vérification, d'autre part. Cette résolution a ainsi présenté dans ses grandes lignes le programme de travail fondamental du Comité, même si ce programme demande à être élaboré plus en détail une fois le Comité rétabli. Nous sommes prêts à examiner, avec l'ouverture d'esprit nécessaire, toute approche qui garantirait un progrès substantiel sur la voie de la conclusion du traité.

Aucune autre question nucléaire ne semble attirer autant d'attention que l'interdiction des essais nucléaires et cela est compréhensible. C'est que l'interdiction des essais nucléaires ne serait pas seulement la première mesure, mais aussi une mesure efficace pour mettre un terme à la course aux armements nucléaires, qui conduirait inévitablement à l'arrêt de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes nucléaires et à l'élimination progressive des arsenaux nucléaires.

A notre avis, les arguments selon lesquels les principaux problèmes de vérification ne sont pas encore réglés et la cessation des essais d'armes nucléaires n'a pas l'importance qu'on lui attribue ne sont pas convaincants.

(M. Vidas, Yougoslavie)

L'accord intervenu entre les deux plus grands Etats dotés d'armes nucléaires, lors de leur réunion au sommet, le montre particulièrement bien pour ce qui est de l'élimination complète des armes nucléaires dans un délai relativement court. A notre sens, la poursuite de la mise au point d'armes nucléaires et des essais nucléaires est incompatible avec les objectifs énoncés à la réunion au sommet de Genève par les deux puissances dotées d'armes nucléaires, et précisément avec la position selon laquelle "une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée". Elle est aussi incompatible avec les engagements auxquels les parties ont souscrit au titre du Traité d'interdiction partielle des essais et du Traité sur la non-prolifération.

Le moratoire sur les essais d'armes nucléaires ne saurait se substituer à un traité d'interdiction des essais, mais, si les Etats-Unis l'acceptaient eux aussi et si l'URSS le prolongeait, ce serait un pas important vers une interdiction complète des essais.

La Yougoslavie appuie les travaux du Groupe d'experts scientifiques chargé de poursuivre l'examen et l'élaboration de mesures techniques de vérification concernant une interdiction des essais nucléaires. La vérification n'est pas uniquement une question technique, mais aussi un important instrument politique pour renforcer la confiance mutuelle et identifier les intérêts communs touchant le respect du traité. La question de la vérification a une très grande importance car, après tout, il ne s'agit pas d'un processus statique et immuable, il faudra le développer et le compléter en même temps que la technologie évoluera. Nous espérons donc que les obstacles qui s'opposent au rétablissement du Comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires seront surmontés et que le Comité commencera ses travaux sans plus tarder.

La question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace est aussi une priorité de la Conférence. A notre avis, le Comité spécial créé sur ce point à la fin de la session de 1985 n'a pas été en mesure de réaliser le programme de travail convenu. Il est donc nécessaire qu'il commence ses travaux dès que possible. Au stade actuel, les efforts de la Conférence et du Comité spécial doivent, dès que possible, être axés sur la recherche d'un terrain d'entente qui permettrait de prévenir une course aux armements dans l'espace. Cela devrait être fait en tenant compte des propositions soumises à la Conférence par diverses délégations au cours de l'année dernière et de cette année. Tous les pays - qu'ils s'y soient ou non déjà aventurés - ont un intérêt vital à ce que l'espace soit utilisé exclusivement à des fins pacifiques et devraient empêcher la poursuite de sa militarisation. C'est une raison de plus pour que la Conférence participe activement au processus de négociation conduisant à l'adoption de mesures urgentes pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Lors des négociations qui se sont déroulées l'an dernier au sein du Comité spécial des armes chimiques, un certain progrès a été accompli en ce qui concerne la définition et l'énumération des produits chimiques pertinents et dans l'élaboration de certaines parties de la Convention. Un travail utile a été entrepris au sujet de l'identification des installations de fabrication

(M. Vidas, Yougoslavie)

d'armes chimiques et des mesures à prendre en vue de leur élimination. Toutefois, en ce qui concerne de nombreuses questions de fond, des efforts seront nécessaires pour parvenir à des solutions acceptables. Ces solutions comprennent l'élaboration des principes relatifs à l'élimination des stocks existants d'armes chimiques et le régime visant à empêcher la fabrication de nouveaux types d'armes chimiques par l'industrie chimique. Une question très importante qui nécessite un examen plus poussé concerne l'élaboration de principes, d'une procédure et d'une organisation en rapport avec le strict respect des dispositions de la Convention. Nous pensons que le Comité spécial accomplira cette année aussi de nouveaux progrès dans la rédaction du texte de la Convention. Nous sommes encouragés par la décision des Etats-Unis et de l'Union soviétique d'accélérer leurs négociations bilatérales sur les armes chimiques. Toutefois, nous sommes d'avis que les négociations sur les armes chimiques poursuivies au sein de la Conférence devraient rapidement être menées à bien, vu le chemin déjà parcouru et les résultats obtenus. Pour sa part, la Yougoslavie continuera d'apporter sa contribution à cette fin.

A notre avis, le moyen le plus efficace d'écarter la menace des armes chimiques est de les interdire complètement, dans le cadre de la Convention qui fait actuellement l'objet de négociations à la Conférence. Les initiatives géographiquement limitées, telles que la création de zones exemptes d'armes chimiques dans certaines régions, peuvent être utiles en tant que mesures propres à accroître la confiance, mais ne sauraient remplacer une interdiction complète. En tant que signataire du Protocole de Genève de 1925, la Yougoslavie a toujours été désireuse de procéder à des consultations avec toutes les parties intéressées quant à la meilleure façon de s'y prendre pour arriver à une interdiction complète des armes chimiques.

Pour conclure, j'aimerais formuler quelques observations à propos du rôle confié à la Conférence et des moyens de le remplir.

A maintes reprises, ma délégation a évoqué et présenté des propositions à cet effet, convaincue qu'elle est que la Conférence peut et devrait accroître son efficacité. Nous comprenons que le mandat fondamental de la Conférence est un mandat de négociation. En conséquence, la principale tâche de la Conférence et de ses organes subsidiaires est de négocier des accords dans le cadre d'un processus qui peut, bien entendu, comporter divers stades, l'objectif ultime n'étant toutefois jamais perdu de vue. Si l'on tient compte de ce mandat général de négociation de la Conférence, les consultations prolongées et ardues au sujet de l'élaboration des mandats des organes subsidiaires deviennent inutiles et superflues. Nous considérons que, en tant qu'organe de négociation, la Conférence ne peut accomplir une oeuvre utile que dans le cadre du programme de travail de ses organes subsidiaires.

Avant de terminer, je tiens, Monsieur le Président, à souligner que, tout en nous félicitant des négociations qui se déroulent hors de la Conférence et dont l'issue pourrait revêtir une importance cruciale dans certains domaines, nous ne devons pas oublier les responsabilités que la communauté internationale a confiées aux membres de la Conférence. Nos efforts collectifs ne pourront donner de résultats que s'ils coïncident avec les priorités inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, et que s'ils font partie des efforts communs.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Yougoslavie pour sa déclaration et pour les aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, Monsieur Voicou.

M. VOICOU (Roumanie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation roumaine tient à vous adresser tout d'abord ses sincères et chaleureuses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de mars. Nous espérons et souhaitons que, sous votre impulsion, nos travaux ce mois-ci se révèlent féconds. Nous voudrions aussi remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Richard Butler, de l'Australie, qui s'est employé avec une grande objectivité à guider nos travaux en février, mois très chargé.

C'est avec une profonde tristesse que la délégation roumaine présente ses condoléances à la délégation suédoise, à l'occasion du décès tragique d'Olof Palme, cet homme d'Etat distingué dont l'attachement à la cause de la paix et du désarmement restera dans l'histoire de notre temps une source d'inspiration. Ma délégation prie la délégation suédoise de transmettre nos condoléances au Gouvernement suédois et à la famille d'Olof Palme.

Se référant maintenant à notre ordre du jour, ma délégation voudrait faire quelques observations à propos du désarmement nucléaire et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elle a fréquemment déclaré qu'il convenait d'accorder la priorité à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. La Roumanie est très fermement attachée à l'idée que, dans le cadre des négociations sur le désarmement, il faut donner une priorité absolue au désarmement nucléaire. Dans des textes où elle exposait sa position, dans des documents de travail distribués à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres forums, par le biais d'appels lancés aux responsables politiques de par le monde, la Roumanie a demandé d'adopter des mesures dans un esprit constructif, en tenant compte de toutes les propositions existantes, afin de sortir de l'impasse où se trouvent les négociations et de conclure des accords sur certaines questions, comme la prévention de la guerre nucléaire et l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Tout récemment, le Président de la République socialiste de Roumanie, M. Nicolae Ceausescu, a déclaré : "Nous nous félicitons des initiatives et des propositions de l'Union soviétique tendant à réduire de 50 % les armes nucléaires, à mettre un terme aux essais nucléaires et à prévenir la militarisation de l'espace, et nous les appuyons pleinement. Nous considérons comme particulièrement important le programme proposé par l'Union soviétique touchant l'élimination d'ici la fin du siècle de tous les arsenaux d'armes nucléaires, et nous estimons qu'il ne faut épargner aucun effort pour qu'il soit mis en oeuvre. Les peuples attendent des Etats-Unis et de leurs alliés de l'OTAN qu'ils adoptent une position réaliste et comptent que, sur la base de propositions présentées par les deux camps, des mesures seront prises pour arriver à des accords permettant d'éliminer le danger de guerre nucléaire et de prévenir la militarisation de l'espace." Le Président

(M. Voicou, Roumanie)

de la Roumanie a fait valoir en même temps qu'"il était nécessaire d'agir avec toute la détermination voulue pour réduire substantiellement les forces armées, les armes classiques et les dépenses militaires, pour renoncer à l'emploi de la force et pour régler tous les différends entre Etats par la seule voie des négociations".

S'inspirant de cette position, ma délégation voudrait voir entreprendre des travaux sérieux et approfondis sur tous ces points et se dit prête à y participer activement. Seules des négociations peuvent permettre d'identifier les vrais problèmes, de résoudre les difficultés et de trouver des solutions mutuellement acceptables. Nous estimons que la Conférence du désarmement devrait sans plus tarder créer des comités spéciaux sur les points prioritaires que sont le désarmement nucléaire et la prévention d'une course aux armements dans l'espace et donner à ces comités des mandats de négociation efficaces.

L'humanité se préoccupe à juste titre du danger que représentent les armes nucléaires. Il est donc nécessaire de fournir un effort soutenu pour mettre un terme à la course aux armements nucléaires et pour éliminer les stocks existants de ces armes. C'est là en réalité le seul moyen de mettre l'humanité à l'abri du danger d'une guerre nucléaire.

Il est bien évident que l'arrêt complet des essais d'armes nucléaires, question sur laquelle on se penche depuis plus de 25 ans et sur laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté près de 50 résolutions, est un objectif fondamental dans le domaine du désarmement. C'est pourquoi l'Assemblée générale a, par ses résolutions pertinentes, lancé un appel à tous les Etats membres de la Conférence du désarmement pour qu'ils favorisent la création, au début de la session de 1986, d'un comité spécial auquel serait confiée la tâche de mener des négociations multilatérales en vue de la conclusion d'un traité sur l'arrêt complet des explosions nucléaires expérimentales. Un traité qui interdirait à tous les Etats toutes les explosions nucléaires expérimentales dans tous les milieux et à tout jamais revêt une importance capitale. Il constituerait un élément vital pour assurer le succès des efforts tendant à arrêter et à inverser la course aux armements nucléaires et à mettre fin au perfectionnement qualitatif des armes nucléaires ainsi qu'à empêcher l'accroissement des arsenaux nucléaires existants et la dissémination des armes nucléaires dans de nouveaux pays.

La délégation roumaine est parfaitement consciente de la complexité des problèmes que pose, dans un forum multilatéral comme celui-ci, l'examen de la question du désarmement nucléaire sous tous ses aspects, elle est cependant convaincue qu'il n'y a qu'un moyen de surmonter les difficultés, c'est d'en discuter de manière systématique et de négocier des solutions mutuellement acceptables.

Il est une question de plus en plus cruciale et à laquelle il faudrait répondre : quand la sagesse politique et la raison permettront-elles de franchir le pas décisif pour aider la Conférence à éliminer certains obstacles artificiels et donner aux négociations la chance d'aboutir, comme le souhaitent si profondément les peuples avides de paix ? Il est décevant de

(M. Voicou, Roumanie)

constater qu'en fait la Conférence poursuit de longues discussions de caractère parfois uniquement sémantique mais non essentiel sur le libellé des mandats à confier aux organes subsidiaires chargés d'examiner la question du désarmement nucléaire. Aussi ma délégation appuie-t-elle vigoureusement les propositions tendant à accélérer les consultations officieuses en vue de la création, sans retard, de comités spéciaux qui engageraient des négociations sur l'arrêt de la course aux armements nucléaires et sur le désarmement nucléaire. Dans la conjoncture internationale actuelle, le lancement de vraies négociations multilatérales sur ces points représenterait, pour notre Conférence, un test de crédibilité à la fois authentique et inévitable.

Dans le même contexte, ma délégation est en faveur du rétablissement du comité spécial chargé de l'examen du point intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Il est généralement reconnu que, aussi longtemps que le désarmement nucléaire n'est pas instauré sur une base universelle, il est impérieux que la communauté internationale élabore des mesures efficaces pour assurer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires et les mettre à l'abri de l'utilisation ou de la menace de l'utilisation d'armes nucléaires de la part de quiconque. Par sa résolution 40/85 du 12 décembre 1985, l'Assemblée générale a réaffirmé une fois encore qu'il s'imposait d'urgence de parvenir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'utilisation ou la menace de l'utilisation des armes nucléaires et de trouver une approche commune acceptable pour tous, éventuellement dans le cadre d'un instrument international ayant force obligatoire. La Conférence du désarmement devrait continuer d'étudier les moyens de surmonter les difficultés rencontrées lors des négociations sur ces questions.

La délégation roumaine, comme beaucoup d'autres, a souligné qu'il était urgent que la Conférence examine en profondeur le point de l'ordre du jour intitulé "Prévention d'une course aux armements dans l'espace". La Conférence du désarmement a été priée par l'Assemblée générale d'accélérer l'examen de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects, en tenant compte de toutes les propositions pertinentes, notamment de celles qui ont été faites à la session de 1985 du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et à la quarantième session de l'Assemblée générale. La Conférence a été priée d'engager des négociations en vue de la conclusion d'un ou de plusieurs accords, selon qu'il conviendra, visant à prévenir une course aux armements dans l'espace sous tous ses aspects.

La délégation roumaine estime que les questions relatives à l'espace doivent être abordées sur la base du principe reconnu de l'intérêt commun de toute l'humanité pour l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. En conséquence, l'exploration et l'utilisation de l'espace, y compris de la Lune et d'autres corps célestes, doivent se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit leur degré de développement économique ou scientifique, et ce doit être la province de toute l'humanité.

(M. Voicou, Roumanie)

Nos efforts devraient donc avoir pour objectif fondamental de mettre un terme à toute utilisation de l'espace à des fins militaires. Il convient de prendre des mesures efficaces pour empêcher toute action tendant à porter la course aux armements dans l'espace et pour assurer la démilitarisation complète de celui-ci.

Comme notre délégation l'a souligné dans le document de travail CD/545 qu'elle a présenté l'an dernier : la Roumanie estime "nécessaire que l'Organisation des Nations Unies assume la responsabilité de la réalisation d'un traité international concernant l'espace cosmique. On pourrait envisager d'organiser une conférence mondiale et, éventuellement, de créer un organisme spécial [...] consacré à la défense de l'espace cosmique". Il faut signaler que les organes existants du système des Nations Unies ne sont pas à même de garantir à tous les Etats et, en particulier, aux pays en développement, l'accès aux utilisations pacifiques de la technologie spatiale. Ceci fait ressortir l'importance particulière de créer une institution spécialisée des Nations Unies pour s'occuper de l'espace, institution qui aurait une double tâche : celle d'assurer à tous les Etats l'accès le plus large possible à la technologie spatiale et celle de procéder à diverses opérations de contrôle et de surveillance qui, à l'heure actuelle, sont effectuées exclusivement par les puissances spatiales. Cet organe aurait à concilier une vaste gamme d'exigences politiques, juridiques, militaires, économiques et commerciales et contribuerait à promouvoir une vaste coopération à l'échelle internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace.

La proposition de créer une telle institution a plus d'actualité que jamais à un moment où tous les peuples sont gravement préoccupés par les dangers que présente pour l'humanité tout entière la course aux armements dans l'espace et, en particulier, par la menace d'exacerbation de l'état actuel d'insécurité que font peser des événements qui pourraient compromettre plus encore la paix et la sécurité internationales, retarder la réalisation d'un désarmement général et complet et faire obstacle au développement de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace. Nous appuyons donc vigoureusement l'accélération des consultations officielles en vue d'assurer le rétablissement du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et le début d'un travail effectif au sein de cet organe.

Pour conclure, la délégation roumaine voudrait, à propos de la participation à la Conférence, exprimer sa satisfaction au sujet de la célérité avec laquelle ont été traitées les demandes émanant d'Etats non membres. Elle espère aussi que la Conférence arrivera à un consensus sur les propositions concernant les pays qui doivent devenir membres à part entière de ce forum multilatéral de négociation. Elle saisit l'occasion qui lui est ici donnée de réaffirmer qu'à son sens les Etats intéressés devraient, par principe, avoir la possibilité de participer pleinement et sur la base de l'égalité des droits aux négociations qui présentent une importance vitale pour l'humanité tout entière.

(M. Voicou, Roumanie)

En cette Année internationale de la paix, notre Conférence peut apporter une contribution importante à la cause du désarmement général et complet et, en particulier, du désarmement nucléaire, sous un contrôle international strict et efficace. Cette contribution serait de toute première importance pour la promotion du droit à la paix, valeur suprême et universelle de tous les peuples.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Roumanie pour sa déclaration et pour ses aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Monsieur l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi de présenter à la délégation de la Suède mes très sincères condoléances à l'occasion de la fin tragique du Premier Ministre de la Suède, M. Olof Palme. Tout comme le monde entier, le peuple soviétique a frémi en apprenant la disparition d'un éminent homme d'Etat et personnalité publique qui s'est activement employé en faveur du renforcement de la paix, du désarmement, de la confiance et de la coopération entre les peuples, d'un partisan systématique du développement entre l'URSS et la Suède de relations caractérisées par un esprit de respect mutuel et de bon voisinage.

Peu de gens peuvent rester indifférents devant le cours de la vie d'Olof Palme, qui l'a consacrée aux intérêts universels de l'humanité, pour que tous les peuples, malgré leurs différences sur les plans social et politique, vivent avec tranquillité dans un monde affranchi de la crainte d'une annihilation nucléaire, un monde de compréhension mutuelle et de dialogue ouvert.

Il est profondément symbolique que l'un des derniers documents signés par Olof Palme ait été le nouveau message des chefs de six pays adressé aux dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis à propos de l'une des questions les plus actuelles de notre temps, l'interdiction des essais d'armes nucléaires.

Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter de votre accession à vos hautes fonctions et de vous assurer que la délégation de l'URSS appuiera toutes vos initiatives visant à intensifier les travaux de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi également de féliciter votre prédécesseur à ce poste, le distingué représentant de l'Australie, l'Ambassadeur R. Butler, qui a habilement dirigé nos activités en février.

Monsieur le Président, le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a récemment terminé ses travaux à Moscou.

Au niveau le plus élevé du Parti et de l'Etat, on a évalué la situation internationale, déterminé les principaux objectifs et orientations de l'activité du Parti et de l'Etat en matière de politique extérieure.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Une bonne part de tout ce qui a été dit au Congrès par les dirigeants du Parti et de l'Etat est directement liée aux travaux de la Conférence du désarmement, à commencer par les questions relatives à la prévention de la guerre nucléaire et au désarmement nucléaire que nous examinons.

Tout d'abord, le Congrès a confirmé l'orientation fondamentale de la politique extérieure soviétique : lutter contre le péril nucléaire et la course aux armements, maintenir et renforcer la paix universelle. Ce n'est pas un simple slogan de caractère général : il s'agit du problème le plus urgent de l'actualité, d'un problème que les propositions concrètes de l'Union soviétique visent à résoudre. La nécessité d'exercer à l'heure actuelle des efforts persévérants pour arrêter la préparation matérielle d'une guerre nucléaire est dictée par la complexité et l'acuité de la période historique que nous traversons. Le XXe siècle se termine dans une situation de confrontation nucléaire. Que se passera-t-il après ? L'humanité pourra-t-elle écarter le péril nucléaire ou bien la politique de confrontation, conduisant à une probabilité accrue d'un conflit nucléaire, aura-t-elle le dessus ? Le monde actuel est surchargé de dangers et de contradictions et, de plus, tout cela se passe en présence d'un bond qualitatif dans le développement de moyens de destruction qui sont depuis longtemps capables de détruire tout ce qui vit sur la Terre.

Ainsi que le XXVIIe Congrès l'a de nouveau confirmé, l'Union soviétique travaillera avec persévérance pour faire confirmer le principe de la coexistence pacifique dans les relations internationales et se montrera un partisan actif de la réalisation d'un programme d'élimination complète des armes de destruction massive d'ici la fin du siècle. Devant le caractère totalement inacceptable de la guerre nucléaire et la nécessité d'assurer l'habitabilité de notre planète, la coexistence pacifique doit devenir la loi des relations entre les Etats.

Après avoir attentivement analysé la situation qui s'est créée dans le monde, les dirigeants soviétiques ont abouti à un certain nombre de considérations de principe qui déterminent les mesures pratiques de l'URSS visant à assainir la situation internationale. Au nombre de ces considérations, on peut mentionner les suivantes.

Premièrement, la nature des armes actuelles ne laisse à aucun Etat l'espoir de pouvoir se protéger uniquement à l'aide de moyens militaires et techniques. La garantie de la sécurité devient de plus en plus un problème politique qui ne peut être résolu que par des moyens politiques.

Deuxièmement, la sécurité ne peut être que mutuelle si l'on considère les relations entre l'URSS et les Etats-Unis et elle ne peut être que générale si l'on considère l'ensemble des relations internationales.

Troisièmement, les Etats-Unis et leur machine militaro-industrielle qui ne s'apprête pas pour le moment à ralentir sa marche continuent d'être la locomotive du militarisme. Mais il est évident que le monde est bien plus vaste que les Etats-Unis et leurs bases militaires à l'étranger et, pour cette raison, la politique mondiale ne peut pas se limiter uniquement aux relations avec un seul pays, aussi important fût-il.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Quatrièmement, tous les Etats doivent avoir pour objectif de consolider une coopération et des relations internationales correctes et de créer un système complet de sécurité internationale économique appelé à devenir, aux côtés du désarmement, une assise fiable de la sécurité internationale en général.

Ainsi, pour parler brièvement, l'essentiel de notre approche réside dans ce qui suit : le monde actuel est devenu trop petit et trop fragile pour des guerres et une politique de force. On ne peut le sauver et le préserver qu'en rompant résolument et irrévocablement avec la façon de penser et d'agir qui repose depuis des siècles sur l'acceptabilité, sur l'admissibilité des guerres et des conflits armés.

La conclusion qui résulte de cette prémisse, une conclusion dont l'URSS s'inspire dans son activité pratique, revient à dire qu'il est devenu impossible de gagner une course aux armements, tout comme il est impossible de gagner une guerre nucléaire. La poursuite d'une course aux armements sur la Terre, et à fortiori son extension à l'espace, peut donner à la situation dans le monde un caractère tel qu'elle ne dépendra déjà plus des hommes politiques, mais deviendra l'otage de la technique et de la logique militaro-technocratique. Par conséquent, non seulement la guerre nucléaire elle-même, mais une préparation à cette guerre, la recherche de la supériorité militaire, ne peuvent objectivement pas apporter un avantage politique à quiconque.

Monsieur le Président, le niveau élevé actuel de l'équilibre des potentiels nucléaires comporte pour le moment - et pour le moment seulement - un danger égal pour chacune des parties opposées. Mais une continuation de la course aux armements nucléaires pourrait porter ce danger égal à des niveaux où même la parité cesserait d'être un facteur de dissuasion militaire et politique.

Dans notre siècle, une sécurité véritablement authentique peut être garantie non pas par un niveau excessivement élevé de l'équilibre stratégique, mais par un niveau aussi bas que possible de cet équilibre, dont il est indispensable d'exclure totalement les armes nucléaires et les autres types d'armes de destruction massive.

Le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, a déclaré au Congrès :

"Le danger nucléaire a rendu les Etats égaux sous un aspect ; dans une grande guerre, personne n'aura la possibilité de rester à l'écart et de se frotter les mains en présence du malheur d'autrui, une sécurité égale est une nécessité impérieuse de notre temps. Sa réalisation devient de plus en plus un problème politique qui ne peut être résolu que par des moyens politiques. Le moment est venu de fonder les relations entre les Etats sur une base plus solide que les armes. Nous ne voyons ni ne cherchons aucune autre solution."

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'URSS propose d'aborder les problèmes du désarmement dans leur ensemble, car, en matière de sécurité, ils sont interconnectés. C'est sur cette exigence que se fonde notre programme exposé dans la déclaration de M.S. Gorbatchev en date du 15 janvier dernier.

Le problème de la création d'un système général de sécurité internationale se pose de nos jours avec acuité et il importe beaucoup pour la cause de la paix et les intérêts de toute l'humanité de trouver les moyens d'y parvenir à l'aide d'une coopération internationale plus étroite et plus productive. L'Union soviétique estime que les bases d'un tel système dans le domaine militaire sont les suivantes : renonciation des puissances nucléaires à toute guerre soit nucléaire soit classique l'une contre l'autre ou contre des Etats tiers, prévention d'une course aux armements dans l'espace, arrêt de tous les essais d'armes nucléaires et élimination complète de ces armes, interdiction et destruction des armes chimiques, renonciation aux autres moyens de destruction massive, abaissement strictement contrôlé des niveaux des potentiels militaires des Etats jusqu'à des limites raisonnablement suffisantes, dissolution des groupements militaires et, en tant que mesure allant dans ce sens, renonciation à les élargir et à en créer de nouveaux, réduction proportionnelle et équilibrée des budgets militaires.

Il a été dit à la tribune du Congrès, que l'Union soviétique agit et continuera d'agir dans l'arène mondiale de façon sérieuse et franche, active et honnête. Nous avons l'intention de rechercher avec persévérance et esprit d'initiative l'élimination des armes nucléaires, une limitation radicale de la course aux armements, l'instauration d'une sécurité internationale fiable et égale pour tous les Etats.

Je n'ai mentionné, parmi les fondements du système de sécurité internationale proposés par l'URSS, que ceux qui sont en relation directe avec les travaux de la Conférence du désarmement.

Et à présent, Monsieur le Président, permettez-moi de passer au point 5 de l'ordre du jour de notre forum.

Actuellement, le point 5 de l'ordre du jour de la Conférence, "Prévention d'une course aux armements dans l'espace", ne cesse d'acquérir une importance croissante. La technologie de la création et de la fabrication d'armes spatiales de frappe se développe et s'intensifie à l'heure actuelle en certains lieux à un rythme véritablement cosmique.

D'après une déclaration du Directeur du Programme de l'Initiative de défense stratégique, J. Abrahamson, les travaux de recherche relatifs à ce programme passent actuellement du stade des recherches technologiques à celui des expériences à grande échelle. En outre, il a été déclaré que les Etats-Unis travaillent aussi sur une technologie visant à s'opposer à d'éventuelles contre-mesures soviétiques prises pour répondre à l'IDS. Cela témoigne du fait que les Etats-Unis, contrairement à leurs déclarations apaisantes sur le caractère "recherche" de l'IDS, ont l'intention de poursuivre l'exécution du Programme bien au-delà du cadre de la recherche. De cette façon, la réalisation des plans de "guerre des étoiles" peut acquérir très rapidement un caractère irréversible.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter maintenant en détail sur les dangers liés au déploiement d'armes spatiales de frappe. Nous avons déjà maintes fois exposé notre point de vue à ce sujet. Nous n'évoquerons qu'un seul aspect : quelle influence l'Initiative de défense stratégique aura-t-elle sur la stabilité ?

L'analyse effectuée en Union soviétique et dans d'autres pays de n'importe quelles modalités d'implantation d'armes de frappe dans l'espace, de n'importe quelles modalités de déploiement, par l'une et/ou l'autre des parties, d'un système antimissiles à grande échelle montre que ces actes auraient pour résultat de rompre l'équilibre militaire, de déstabiliser brutalement la situation stratégique et d'accroître le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire.

Le déploiement d'un système antimissiles spatial par l'une des parties signifie, en pratique, l'acquisition par elle d'un potentiel offensif supplémentaire (supériorité militaire) d'une grandeur égale au nombre de missiles stratégiques de l'autre partie que le système antimissiles est capable de neutraliser. La partie qui aura créé un système de défense antimissiles de son territoire acquiert la capacité de parer une frappe nucléaire de représailles de l'autre partie ou, ce qui revient au même, de porter impunément une première frappe à l'aide de missiles nucléaires. Il se crée une situation dans laquelle apparaît chez l'une des parties une supériorité stratégique complète et une incitation à rechercher des objectifs politiques à l'aide d'une guerre nucléaire.

Autrement dit, en créant l'illusion d'une impénétrabilité du bouclier spatial, l'IDS est inévitablement liée au passage à une psychologie de première frappe. Tout cela conduit non seulement à une rupture de l'équilibre militaire mais aussi à la perte de la capacité de dissuasion nucléaire, ce qui détruit les fondements de la stabilité stratégique. Bien entendu, dans ces conditions, il ne peut même pas être question d'une élimination des armements nucléaires ou de leur réduction. Au contraire, il apparaîtra plutôt chez les parties un besoin de renforcer les armements nucléaires offensifs, ce qui entraînera une course aux armements que rien ne viendra limiter. En outre, de nouvelles découvertes faites dans le cadre du programme de création d'un armement spatial de frappe trouveront aussi leur application dans l'élaboration de nouveaux types d'armes classiques pour les forces terrestres, aériennes et navales.

Il y aurait aussi une déstabilisation si les deux parties créaient et déployaient sans limitation des systèmes de missiles antimissiles. Une diversité dans l'ampleur des travaux scientifiques et techniques, dans les facteurs géographiques, dans les possibilités économiques se traduirait également par une diversité dans le rythme de déploiement de leurs systèmes antimissiles par les parties. Il en résulterait qu'au début, seule l'une des parties acquerrait la capacité de parer une frappe nucléaire de représailles. Nous sommes ramenés à la situation décrite précédemment.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Cependant, on constaterait déjà une déstabilisation aiguë au cours du déploiement d'un système antimissiles à grande échelle. A un certain stade de ce déploiement, le système de défense spatiale antimissiles se transformerait en un système stratégique offensif qualitativement nouveau, capable de détruire des satellites, des avions, des postes de commandement aériens, des stocks et autres objets se trouvant au sol. Dans ce contexte apparaîtrait une possibilité d'accroître fortement l'efficacité d'une première frappe nucléaire en utilisant selon un plan unique des armes terrestres offensives et des armes spatiales de frappe. Tout cela contribue-t-il donc à renforcer la stabilité ?

Même dans les conditions hypothétiques d'un déploiement absolument synchronisé par les parties d'un système antimissiles d'abord limité et puis général, la stabilité stratégique serait compromise. Dans cette hypothèse, les deux parties acquerraient la capacité d'être les premiers à attaquer à l'improviste les moyens antimissiles spatiaux de l'autre partie, à les mettre hors service en utilisant à cette fin leurs propres armes spatiales de frappe, c'est-à-dire d'éliminer le "bouclier" tout en lançant, désormais impunément, une première frappe nucléaire.

Autrement dit, s'il existe un "bouclier spatial", l'avantage appartient à celui qui attaque le premier. Il ne reste plus aucune trace de stabilité stratégique.

En outre, la réalisation des plans de "guerre des étoiles" ferait apparaître un facteur entièrement nouveau inconnu jusqu'ici dans l'histoire, qui faciliterait le déclenchement accidentel d'une guerre nucléaire. Ce facteur est lié à la nécessité d'utiliser, dans les systèmes spatiaux de frappe, des dispositifs automatiques très rapides et extrêmement complexes ainsi qu'à celle de confier à des dispositifs automatiques, à des ordinateurs, les fonctions de prise de décisions concernant le déclenchement d'opérations militaires.

Un système antimissiles spatial ne peut pas fonctionner selon un schéma usuel. Entre l'apparition des missiles dans l'atmosphère et leur destruction il ne doit pas s'écouler plus de 100 à 300 secondes. Il faut, en cet espace de temps, détecter, identifier, répartir les cibles entre les moyens d'interception, assurer le pointage et détruire les missiles. Bien entendu, dans ces conditions, on n'a pas le temps non seulement de rendre compte à l'autorité supérieure, mais même de vérifier le fonctionnement des ordinateurs. Ce seront des dispositifs automatiques, des ordinateurs, qui prendront des décisions et déclencheront la guerre. En l'occurrence, les dirigeants politiques ne pourront déjà plus jouer aucun rôle.

Il est évident également que seuls des dispositifs automatiques pourront répondre à d'autres dispositifs automatiques avec la célérité requise. Qu'arrivera-t-il donc si l'autre partie crée aussi les systèmes automatisés nécessaires ? Le sort de l'humanité serait remis entre les mains de robots.

Or, les dispositifs automatiques peuvent se tromper, les ordinateurs les plus fiables peuvent connaître des défaillances. Plus les systèmes techniques

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

sont complexes, plus les chances d'erreurs, de situations imprévues susceptibles d'entraîner une catastrophe augmentent. Des systèmes d'armes automatiques très complexes créés et déployés dans l'espace devraient fonctionner dans un état permanent d'alerte pendant des dizaines d'années et ne jamais se tromper. Ce n'est guère réaliste ! Or, peut-on prévoir comment des systèmes spatiaux de frappe réagiraient à des lancements de vecteurs pacifiques ? Les dispositifs automatiques ne mettraient-ils pas en action des armes spatiales en réponse à une déviation accidentelle de ces vecteurs de leur trajectoire ou à une explosion accidentelle dans l'espace d'un engin spatial semblable au "Challenger" ?

Il n'est pas exclu que la création d'un "bouclier spatial" par l'une des parties oblige l'autre partie à créer quelque chose de similaire. Dans ce cas, deux systèmes extrêmement complexes s'opposeraient l'un à l'autre. D'après les règles de la mise au point technique de système de ce type, il faudrait effectuer en commun des essais en grandeur réelle pour exclure des erreurs techniques possibles. Ce serait logique dans n'importe quel projet international pacifique. Mais, dans le cas présent, c'est une absurdité. Les États-Unis n'offriront pas à l'Union soviétique un système antimissiles pour qu'elle y adapte ses mesures représailles. Et vice versa. Ainsi, deux systèmes automatisés opposés l'un à l'autre et non accordés entre eux accroîtront encore davantage la probabilité d'une catastrophe.

Il est déjà arrivé à plusieurs reprises que les services d'alerte américains aient déclenché de fausses alertes en prenant pour des bombardiers soviétiques des vols d'oiseaux sauvages, etc. Mais chaque fois, les intéressés ont eu suffisamment de temps et de sagesse pour déceler leurs erreurs. Dans le cas de l'IDS, il n'y aura plus de temps, et les ordinateurs, même les plus "intelligents", sont dépourvus de sagesse.

Même en l'analysant de la façon la plus attentive, il est impossible de trouver dans l'IDS ne serait-ce que quelques caractéristiques de nature à renforcer la stabilité stratégique. L'IDS ne promet pour l'avenir qu'une intensification de la course aux armements, un accroissement de la tension, un renforcement du climat de peur et de méfiance dans les relations entre les États. En un mot, la stabilité stratégique sera remplacée par le chaos stratégique, les anciens dangers ne disparaîtront pas, mais seront fortement multipliés et complétés par des dangers nouveaux.

Monsieur le Président, les satellites artificiels de la Terre ont une grande importance pour l'activité de l'humanité, pour son progrès et son épanouissement. En particulier, ils sont largement utilisés dans les télécommunications, la navigation, la météorologie. On a créé des systèmes commerciaux fiables et financièrement avantageux de télécommunications par satellite pour transmettre des informations aux fins les plus diverses. On exploite des systèmes de navigation par satellite. Pas moins de 50 pays déjà reçoivent des informations directement en provenance de satellites météorologiques.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Les résultats fournis par les satellites dans le domaine de la géodésie sont importants lorsqu'il s'agit de dresser des cartes des ressources naturelles, d'améliorer la précision de mesures effectuées sur des trajectoires, d'étudier notre planète. Les images prises à partir de l'espace ont démontré les vastes possibilités offertes pour observer et contrôler les ressources naturelles et les utiliser d'une façon raisonnable, ainsi que pour résoudre les problèmes que pose la protection de l'environnement. Des satellites de sauvetage fonctionnent dans l'espace, ils transmettent aux stations terriennes les signaux émis par des navires et des avions en détresse.

Les satellites apportent leur contribution au maintien de la paix sur la Terre. Les satellites artificiels de la Terre qui donnent l'alerte en cas d'attaque par des missiles, les satellites d'observation et de contrôle, les satellites de télécommunications et d'autres encore, contribuent à maintenir et à renforcer la stabilité stratégique. C'est à cela que tient leur importance particulière.

Outre les variantes déjà déterminées de l'utilisation pacifique de l'espace, il s'en développera certainement aussi des nouvelles. Cependant, les problèmes grandioses que poseront dans l'avenir la conquête de l'espace ainsi que la création de conditions favorables pour une coopération internationale dans ce domaine ne pourront être résolus que si l'on exclut rigoureusement la possibilité de voir des armes spatiales de frappe pénétrer dans ce milieu, que si l'on interdit, avec garantie à l'appui, le recours à la force contre des engins spatiaux habités ou non. Un exemple d'une coopération féconde entre de nombreux pays, non pas pour la "guerre des étoiles" mais pour un espace pacifique, est fourni par le projet d'étude de la comète de Halley, qui a été couronné de succès. D'éminents astronomes venus de nombreux pays du monde ont observé avec émotion l'image de la comète reçue à l'Institut d'études spatiales de Moscou. Sur les stations soviétiques "Vega" sont installés des appareils fabriqués non seulement en URSS, mais aussi en Autriche, en Bulgarie, en France, en Hongrie, en Pologne, en République démocratique allemande, en République fédérale d'Allemagne et en Tchécoslovaquie. Le programme scientifique du projet est coordonné avec les études de la comète de Halley effectuées par des organismes de l'Agence spatiale européenne, des Etats-Unis et du Japon.

En 1983, l'Union soviétique a proposé de conclure un traité sur l'interdiction de l'emploi de la force dans l'espace extra-atmosphérique et à partir de l'espace contre la Terre, et a soumis le projet d'un tel traité (CD/476). Il y était concrètement proposé d'interdire tous les armements spatiaux de frappe, y compris les systèmes antisatellites. Cependant, pour des raisons bien connues, la Conférence n'a pas encore commencé de travailler sur le texte d'un accord approprié.

Tenant compte de la situation qui s'est créée et du fait que certains pays ne sont pas prêts à résoudre dans son ensemble le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, l'Union soviétique propose maintenant de prendre des mesures partielles qui renforceraient la confiance des Etats dans le domaine des activités spatiales et, en particulier, de conclure un accord international assurant l'immunité des objets spatiaux.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Dans le cadre d'un tel accord, les Etats pourraient s'entendre pour s'abstenir de recourir à l'emploi ou à la menace de la force à l'égard des objets spatiaux, y compris en s'engageant à ne pas endommager ou modifier la trajectoire des objets spatiaux d'autres Etats. Il serait également important d'y prévoir l'engagement de ne pas mettre au point, expérimenter ou déployer de nouveaux systèmes antisatellites et d'éliminer les systèmes qui existent déjà. Bien entendu, au cours des négociations, il conviendrait d'élaborer des modalités de vérification de la mise en oeuvre des dispositions d'un tel accord, les définitions nécessaires et d'autres éléments de l'accord.

Nous sommes convaincus qu'un accord multilatéral interdisant de recourir à la force contre des satellites répondrait aux intérêts de tous les pays, aussi bien de ceux qui mettent des satellites sur orbite que de ceux qui en utilisent les services. En soumettant une proposition relative à un tel accord, l'URSS tient compte de la position de nombreux Etats membres de la Conférence, qui sont intervenus à cette session et aux sessions précédentes en faveur de la création d'un régime de protection des satellites et de l'interdiction des armes antisatellites. En l'occurrence, on peut citer la Suède, la France, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, Sri Lanka, l'Inde et d'autres encore. Une garantie de l'inviolabilité des satellites en droit international serait un facteur de renforcement de la stabilité stratégique.

Il est aussi parfaitement évident qu'un tel accord conclu sur une base multilatérale représenterait, pour la Conférence du désarmement, une importante contribution à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et faciliterait aussi la réalisation de progrès dans les négociations bilatérales soviéto-américaines sur les armes nucléaires et spatiales. Il semble que, dans le contexte d'un espace exempt d'armes, les négociations sur l'élaboration du texte d'un tel accord ne devraient pas se heurter à des difficultés insurmontables et que l'on pourrait les faire aboutir à un résultat positif dans un délai relativement court.

Monsieur le Président, ainsi que le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M.S. Gorbatchev, l'a fait remarquer au XXVIIe Congrès du PCUS : "Il est absolument indispensable, avant qu'il ne soit trop tard, de trouver une solution réaliste qui garantirait l'exclusion de tout le transfert de la course aux armements à l'espace. On ne saurait admettre que le programme de la 'guerre des étoiles' soit utilisé à la fois comme un stimulant pour la poursuite de la course aux armements et comme un obstacle sur la voie d'un désarmement radical". La proposition relative à la conclusion d'un accord sur l'immunité des satellites de la Terre et sur l'interdiction et l'élimination des systèmes antisatellites est une nouvelle confirmation du fait que l'Union soviétique recherche activement des solutions constructives qui auraient pour effet, dans la pratique, de prévenir une course aux armements dans l'espace et d'y mettre fin sur la Terre.

Bien sûr, l'accord assurant l'immunité des objets spatiaux ne résoudrait pas dans son ensemble le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Cependant, il constituerait un pas important vers une

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

interdiction complète du recours à la force dans l'espace et à partir de l'espace contre la Terre. Ce serait un pas pour s'éloigner de la "guerre des étoiles" et se rapprocher de la "paix des étoiles".

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration et pour ses aimables paroles adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas,
M. l'Ambassadeur van Schaik.

M. van SCHAIK (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Nous sommes heureux de vous avoir comme Président pour ce mois-ci et nous vous félicitons de votre accession à cette fonction. Nous sommes heureux parce que nous pensons qu'au stade actuel la Conférence a besoin d'avoir à sa présidence un diplomate expérimenté comme vous, quelqu'un qui connaît l'art de la diplomatie tranquille. Quelques délégations ont également coutume, en faisant l'éloge du Président, de mentionner les excellentes relations bilatérales qui existent entre leur pays et le sien et, effectivement, les relations sont excellentes entre nos deux pays, unis dans le cadre du Benelux. Mais permettez-moi d'ajouter qu'à mon avis une des caractéristiques d'un Président indépendant de qualité est qu'il oublie son pays d'origine. De nombreux citoyens belges éminents se sont révélés être des dirigeants indépendants de cette nature lorsqu'ils ont présidé avec succès des conférences internationales dans le contexte de la coopération européenne ou internationale d'après guerre.

Ma délégation présente ses condoléances à la délégation suédoise à l'occasion de la mort tragique du Premier Ministre Olof Palme. Nous avons beaucoup apprécié que l'Ambassadeur Maj Britt Theorin soit venue ici la semaine dernière et ait prononcé un discours consacré à la mémoire de ce grand dirigeant international, qui a laissé une profonde empreinte et cela non pas seulement dans le domaine de la paix et du désarmement.

Depuis la clôture de la session de la Conférence l'année dernière, il semble que le climat international ait pris un tournant vers le mieux, en particulier dans l'optique Est-Ouest.

La réunion au sommet de novembre dernier a donné l'impulsion voulue pour améliorer les relations Est-Ouest, même s'il reste encore beaucoup à faire pour soutenir cette tendance. Je pense en particulier aux négociations bilatérales qui se tiennent ailleurs à Genève et dans lesquelles il faudrait obtenir rapidement des progrès. Les deux parties font des propositions et des contre-propositions et paraissent partager au moins certains principes de base qui devraient les guider sur la voie menant à une réduction de leurs arsenaux nucléaires. Les Pays-Bas appuient pleinement les efforts du Président Reagan pour obtenir dans ce domaine des résultats d'une portée considérable.

Nous avons aussi été satisfaits de l'issue de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération pour laquelle un grand nombre d'entre nous ont travaillé avec tant d'ardeur.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Tout cela nous donne quelque espoir de voir la Conférence du désarmement obtenir peut-être, à sa session de 1986, de meilleurs résultats qu'au cours des années précédentes. Déjà, sous la conduite énergique de son Président pour le mois de février, l'Ambassadeur Butler, nous avons été témoins d'un certain progrès. La Conférence a pu reprendre presque immédiatement ses travaux sur les armes chimiques; d'autres organes subsidiaires ont pu être rétablis sans retard injustifié.

Mais, comme le dit un vieil adage hollandais, il ne faut pas se féliciter de la journée avant qu'elle ne soit achevée. Or, en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, l'heure est encore bien matinale. Il est encore trop tôt en tout cas pour déclarer avec quelque confiance que la session de cette année nous permettra de réaliser les progrès substantiels que nous attendons depuis si longtemps. Je crois au proverbe anglais qui veut qu'on ne compte pas ses poussins avant qu'ils soient éclos. Pour filer une métaphore qui m'est chère, Monsieur le Président, il se peut qu'ici, à la Conférence du désarmement, nous ayons couvé de nombreux plans et projets, mais nos oeufs, je le crains, ne sont pas encore éclos. En fait, il nous faut prendre des mesures spécifiques et concrètes si nous voulons que la Conférence décolle et prouve qu'elle quitte le monde des mots pour entrer enfin dans celui des actes.

Pendant les six premiers mois de cette année, les Pays-Bas assumeront la présidence des 12 pays de la Communauté européenne. Il va de soi que je ne parle pas en ce moment au nom des 12. Néanmoins, il peut être opportun de rappeler qu'à leur réunion de Bruxelles, les 16 et 17 décembre 1985, les gouvernements des pays de la Communauté européenne se sont chaleureusement félicités de la réunion au sommet entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev. Ils ont noté en particulier, à cette occasion, que les deux parties avaient réaffirmé leur déclaration commune du 8 janvier 1985, qui fixait des objectifs concertés pour les négociations bilatérales, et avaient ajouté qu'elles espéraient "que ce processus aboutirait à des compromis raisonnables, équilibrés et vérifiables dans tous ces domaines, afin de permettre de réduire les armements de ces deux pays, y compris les armes de portée moyenne, au niveau le plus bas possible, en tenant dûment compte de la sécurité de l'Europe".

Nous connaissons tous bien les objectifs convenus des négociations bilatérales. Comme d'autres délégations l'ont dit avant moi, ces objectifs et ceux de la Conférence du désarmement se chevauchent considérablement. Certains points de l'ordre du jour de la Conférence et les sujets traités dans les négociations bilatérales sont similaires. Nous pensons aussi, comme d'autres l'ont souvent dit dans cette salle, que les processus bilatéraux et multilatéraux se complètent et devraient se renforcer dans la mesure du possible.

Il nous tarde d'entendre les Etats-Unis et l'Union soviétique nous dire au juste comment ils envisagent cet aspect du problème dans la perspective de leurs négociations bilatérales. Nous avons écouté attentivement la

(M. van Schaik, Pays-Bas)

déclaration du Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Kornienko, qui a expliqué de manière plus détaillée, le 20 février, les propositions récentes du Secrétaire général Gorbatchev et a placé certaines d'entre elles dans le contexte de la Conférence du désarmement. Toutefois, il se posait encore des questions après cette déclaration et aussi, devrais-je dire, après l'intéressante déclaration faite récemment par l'Ambassadeur Issraelyan, en particulier concernant l'espace et la façon dont il faudrait aborder cette question à la Conférence du désarmement.

Comme les entretiens bilatéraux et le travail de cette Conférence portent dans certains cas sur les mêmes questions brûlantes, nous estimons qu'il faut bien se garder de gêner les négociations bilatérales. Par contre, la Conférence du désarmement devrait pouvoir explorer plus en profondeur le travail complémentaire qui devrait être fait et qui, en vérité, peut l'être.

Les Pays-Bas se sont félicités de l'engagement exprimé dans les propositions du Secrétaire général Gorbatchev de réduire puis d'éliminer toutes les armes nucléaires. Cet objectif est aussi le nôtre et, comme nous l'avons dit alors, nous espérons qu'on pourra l'atteindre d'une façon qui ne mettra en péril ni la stabilité, ni la sécurité internationale qui en dépend. Nous espérons que de nouvelles réactions soviétiques à la réponse que le Président Reagan a faite le 24 février, après des consultations approfondies avec les membres de l'alliance, seront suivies d'une réponse plus positive et plus concrète.

Toujours dans le cadre d'un sérieux échange bilatéral, il est regrettable que cette Conférence n'ait pas pu démêler l'imbroglio de procédure qui l'empêche, depuis plus de deux ans déjà, de poursuivre un travail pratique sur une interdiction des essais nucléaires. Dans leurs propositions, les Soviétiques réaffirment qu'ils sont prêts à accepter "si nécessaire" une inspection internationale sur place. A en juger par le libellé, cela s'appliquerait aussi dans le contexte d'une interdiction future des essais nucléaires. La reprise rapide de nos travaux sur la question des essais nucléaires nous permettrait, entre autres, de faire avancer l'étude de cette question sur laquelle nous ne sommes pas tombés d'accord jusqu'ici. En attendant, ma délégation continue à souhaiter que la délégation soviétique précise si les idées récemment formulées signalent une évolution quelconque de la position soviétique depuis l'acceptation du principe de l'inspection internationale sur place, y compris l'utilisation d'instruments de surveillance sur place, pendant les négociations tripartites de la fin des années 70 et depuis qu'elle a élaboré les modalités de ces inspections dans les dispositions fondamentales d'une interdiction des essais nucléaires, telles qu'elles ont été soumises par la délégation soviétique à cette Conférence, en 1982.

Les Pays-Bas restent fermement convaincus de la nécessité urgente d'une interdiction complète des essais, prohibant toutes les explosions nucléaires dans tous les milieux et à tout jamais. Nous sommes impatients de reprendre à la Conférence du désarmement notre travail pratique dans ce domaine, un

(M. van Schaik, Pays-Bas)

travail qui sera fait, il nous paraît important de le souligner, dans l'optique de la négociation d'un tel traité. Cette Conférence est saisie d'un certain nombre d'idées, de suggestions et de documents de travail intéressants, y compris ceux de ma délégation, qui attendent d'être examinés. Comme je l'ai dit, nous espérons de la part de l'Union soviétique une contribution sur le fond à propos des questions de vérification.

Les déclarations faites le 27 février par les représentants du Groupe des 21 et du Groupe de pays socialistes, dans lesquelles ils ont regretté le manque de souplesse dont a fait preuve le Groupe des pays occidentaux sur les questions de mandat tendent, selon moi, à cacher le vrai problème. A notre avis il est, en fait, bien plus important que nous commençons à travailler au sein du Comité. Il est grand temps que nous nous remettions à la tâche. Nous avons tous lu la Déclaration commune publiée après la récente réunion au sommet, dans laquelle les Etats-Unis et l'Union soviétique ont exprimé "leur ferme volonté de rechercher un terrain d'entente sur les problèmes existants". A notre avis, il faut aussi rechercher un terrain d'entente à la Conférence du désarmement. Il semble y avoir au moins un terrain d'entente suffisant parmi nous pour nous permettre de reprendre le travail pratique sur la question des essais nucléaires.

A ce propos, je tiens aussi à mentionner les travaux futurs du Groupe d'experts sismologues. Ce Groupe pourrait faire oeuvre utile sur les nombreuses recommandations qui restent à présenter dans son prochain rapport, qui est presque terminé, afin d'améliorer les capacités de vérification et les procédures applicables aux communications et aux données. Nous proposons à ce Groupe d'inclure aussi, dans ses prochaines activités, une analyse de l'intérêt des stations sismologiques régionales situées dans des Etats dotés d'armes nucléaires pour les capacités générales de détection et d'identification d'un réseau international de surveillance sismologique. Une telle analyse aurait une importance considérable pour nos futures délibérations.

Ma délégation est heureuse de constater que les délégations se rendent de plus en plus compte que les questions liées au désarmement classique ont jusqu'ici été quelque peu "sous-exposées" dans les débats sur le désarmement. Si je mentionne ceci, c'est dans le contexte de l'excellente déclaration faite par le Ministre d'Etat britannique, M. Timothy Renton, et de la tout aussi intéressante déclaration du 6 février que nous devons à notre collègue du Pakistan, l'Ambassadeur Ahmad. Nous sommes naturellement pleinement conscients des graves dangers qui tiennent à l'ère nucléaire, mais la préoccupation que font naître ces risques graves ne devrait pas nous faire oublier que, depuis la seconde guerre mondiale, des millions de personnes ont perdu la vie dans des conflits classiques. En outre, les déséquilibres qui existent au niveau des forces classiques dans le contexte européen expliquent la dimension nucléaire de la politique occidentale en matière de sécurité dans cette partie du monde. Nous cherchons à résoudre le problème du déséquilibre des forces classiques en Europe dans le cadre d'une réduction mutuelle et équilibrée des forces et de la Conférence sur le désarmement en Europe qui se tient à Stockholm, mais nous espérons aussi que, dans d'autres parties du

(M. van Schaik, Pays-Bas)

monde, la limitation des armements et le désarmement classiques seront activement examinés et nous attendons avec intérêt des suggestions sur la façon dont nous pourrions peut-être nous attaquer à cette question à la Conférence du désarmement.

Nous avons été particulièrement heureux de voir que notre travail relatif à une convention sur les armes chimiques a pu être repris avec une rapidité exemplaire. Tous nos efforts devraient maintenant tendre à un progrès rapide et substantiel dans des négociations visant à conclure une convention effectivement vérifiable interdisant toutes les armes chimiques. Nous nous félicitons de ce qu'à leur réunion au sommet, en novembre dernier, les Etats-Unis et l'Union soviétique sont convenus d'accélérer leurs efforts vers cet objectif. Les négociations sur une interdiction des armes chimiques ne peuvent que tirer profit de cet engagement.

Nous sommes heureux de voir cette année notre collègue Ian Cromartie à la présidence du Comité spécial des armes chimiques. Sa connaissance approfondie du sujet nous est familière et nous avons pleine confiance dans son aptitude - et dans celle de ses collaborateurs - à faire progresser les travaux. Nous rendons hommage à son prédécesseur, l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne. Nous lui devons beaucoup pour le dévouement et la persévérance avec lesquels il a fait progresser de quelques pas notre tâche et formons tous nos vœux pour son rétablissement.

Le Comité spécial des armes chimiques entreprend ses travaux à un moment où l'on signale à nouveau l'utilisation d'armes chimiques dans la guerre du Golfe. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention les déclarations faites le 18 février par notre collègue iranien et, ultérieurement, le 27 février, par le Ministre des affaires étrangères d'Iran, M. Ali Akbar Velayati, qui portaient également sur cette question. Ces communications nous ont rappelé le triste fait que la guerre chimique continue d'être une tragique réalité de notre temps. De toute évidence, les violations persistantes de l'interdiction de l'utilisation d'armes chimiques concernent directement les membres de la Conférence du désarmement. La violation de cette règle, ainsi que d'autres règles du droit international, menace en fait de saper les efforts que nous déployons pour négocier de nouvelles dispositions.

C'est sur cet arrière-plan de violations du Protocole de Genève de 1925 que le Gouvernement néerlandais, de concert avec d'autres, a pris des mesures pour empêcher l'exportation de certains composés chimiques pouvant conduire à la fabrication d'armes chimiques. Nous sommes inquiets des informations faisant état d'une prolifération continue des armes chimiques dans le monde, tant parce qu'elle constitue une menace d'utilisation effective de ces armes que parce qu'elle complique nos efforts pour interdire complètement les armes chimiques. Nous partageons avec d'autres délégations ici présentes le sentiment de l'urgence qu'il y a à prévenir véritablement le danger d'une nouvelle dissémination des armes chimiques dans le monde. Nous reconnaissons également que la future convention doit contenir des arrangements interdisant les transferts, qui s'appliqueraient tant que la convention ne ferait pas l'objet d'une adhésion universelle. Nous ne pensons pas que la conclusion

(M. van Schaik, Pays-Bas)

d'un traité formel - calqué sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires - soit un objectif souhaitable. Les efforts faits en vue d'établir un régime de non-prolifération ne feraient que nous distraire de notre objectif principal qui, espérons-le, n'est pas trop éloigné, à savoir la conclusion d'une interdiction complète des armes chimiques. Une telle interdiction, si tous les pays y adhéraient, serait en fin de compte la réponse la plus efficace à ce problème.

Toutes les délégations ici présentes approuvent l'objectif de la conclusion, en temps opportun, d'une convention interdisant complètement les armes chimiques. A mon avis, cet objectif commun se matérialise, lentement mais régulièrement. Au cours des dernières années, en particulier, on est généralement parvenu à s'entendre sur la structure de la future convention. On a déjà rédigé d'un commun accord une bonne partie du texte. Nous avons maintenant bon nombre d'idées communes sur ce qu'il y a lieu d'interdire dans la convention. Nous disposons ainsi d'un tableau plus clair des activités qui devront être surveillées afin de s'assurer que toutes les dispositions de la convention sont respectées et sont par conséquent conformes aux préoccupations de sécurité des pays parties.

Cependant, à mesure que nous prenons plus nettement conscience des questions en jeu, notre attention se concentre également sur les problèmes qui restent à résoudre. Il s'agit tout d'abord des modalités d'exécution des divers engagements pris en vertu de la convention, qui doivent encore faire l'objet de discussions et de négociations dans nombre de cas. Bien que, pour certaines délégations, ce ne soit là que de simples détails, ces dispositions sont essentielles pour assurer un fonctionnement satisfaisant de la convention. En outre, certains engagements fondamentaux de la convention ont à peine été évoqués. Nous nous félicitons que le Secrétaire général Gorbatchev ait souligné la détermination de l'Union soviétique d'éliminer complètement et rapidement les armes chimiques, ainsi que "la base industrielle servant à leur fabrication". Nous entendrons avec intérêt les observations détaillées que la délégation soviétique pourra souhaiter faire en temps voulu pour développer cette déclaration.

On en a assez dit, me semble-t-il, pour montrer que le progrès est possible, mais que nous n'allons pas signer la convention dès la semaine prochaine. Il reste à résoudre des problèmes clefs, en particulier ceux concernant la vérification et le respect. Il convient de s'assurer que tous les stocks existants d'armes chimiques seront déclarés pour être détruits dans un certain délai, que les usines d'armes chimiques déclarées cesseront toute fabrication et seront démantelées, qu'aucune arme chimique nouvelle ne sera fabriquée clandestinement, soit dans une installation de fabrication d'armes chimiques qui n'a jamais été déclarée, soit sous les dehors parfaitement innocents de l'industrie chimique civile. Il est relativement facile de fabriquer des armes chimiques et peut-être plus encore de les dissimuler. La tâche de vérifier efficacement la non-violation de la convention semble considérable. Cependant, du point de vue organisationnel, cette tâche semble réalisable, comme l'a par ailleurs montré un document de travail présenté à la Conférence, en 1984, par la délégation des Pays-Bas (CD/445).

(M. van Schaik, Pays-Bas)

Comme je l'ai déjà annoncé dans ma déclaration du 15 août 1985, le Gouvernement néerlandais se propose d'apporter cette année une nouvelle contribution à l'élucidation des problèmes organisationnels et techniques liés à la vérification du respect d'une future interdiction complète des armes chimiques. Lors d'un séminaire qui se tiendra cet été, nous comptons axer les travaux sur la question de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique civile. Dans le passé, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni ont organisé des visites très utiles dans des usines chimiques civiles à l'intention des membres de délégations à la Conférence du désarmement. Cette fois-ci, nous visons à accomplir un pas de plus en nous attachant de plus près aux méthodes possibles de vérification de la non-fabrication. De cette façon, espérons-nous faire, pour ainsi dire, oeuvre de pionnier en coopération avec les participants.

Nous n'avons nullement la prétention de proposer aux délégations une solution définitive aux problèmes de la vérification de la non-fabrication; de même, le séminaire ne donnera pas aux participants un tableau complet de ce que sera l'inspection de routine d'une usine chimique moderne dans le cadre d'une convention sur les armes chimiques. Néanmoins, nous avons bon espoir que le séminaire permette de se faire une meilleure idée des problèmes techniques et organisationnels afférents à la vérification de la non-fabrication, et nous sommes certains qu'un nouvel élan sera ainsi donné aux négociations en cours sur cette question.

Je suis heureux d'annoncer que le Séminaire sur la vérification de la non-fabrication d'armes chimiques dans l'industrie chimique civile se tiendra aux Pays-Bas, les 4, 5 et 6 juin prochains. Les délégations recevront sous peu une invitation à y participer. Un programme provisoire, ainsi que quelques renseignements pratiques, accompagneront cette invitation.

Ma délégation accueillera avec plaisir toutes les observations ou suggestions susceptibles d'améliorer ou de compléter le programme suggéré. Nous restons à la disposition des délégations pour toute autre information qu'elles souhaiteraient recevoir. Pour le moment, je me bornerai à quelques observations préliminaires.

Notre propos est de permettre aux participants de prendre connaissance de certaines possibilités et de divers problèmes liés à l'inspection des industries chimiques en général. C'est ainsi que nous savons tous que la future interdiction des armes chimiques devra établir un équilibre délicat entre, d'une part, la nécessité d'un régime de vérification efficace, donnant confiance aux Etats parties quant au respect de la Convention et, d'autre part, la nécessité de sauvegarder les intérêts commerciaux légitimes de l'industrie chimique soumise à l'inspection. En d'autres termes, il nous faudra concilier la nécessité de vérifier la non-fabrication d'armes chimiques avec celle de ne pas entraver la fabrication civile légitime. Une connaissance précise de tous les facteurs en jeu est essentielle pour instaurer cet équilibre. Je suis certain que nous possédons des connaissances suffisantes sur les aspects du problème qui touchent aux armes chimiques, mais j'ai l'impression que nous manquons souvent de notions précises concernant les

(M. van Schaik, Pays-Bas)

aspects pertinents de l'utilisation civile des précurseurs clefs. Nous aborderons cette question le premier jour du Séminaire. A cette fin, les participants recevront un exposé sommaire de la réglementation nationale aux Pays-Bas.

L'élaboration de méthodes de vérification assurant l'équilibre voulu représente une tâche considérable, mais il n'y a aucune raison de désespérer. Comme c'est sans nul doute le cas dans nombre d'autres pays, les Pays-Bas ont acquis une vaste expérience dans l'inspection des industries chimiques à diverses fins, telles que la protection de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité. Ce système d'inspection peut être au besoin très intrusif, mais en même temps il protège la propriété intellectuelle des usines inspectées.

Certes, nous sommes parfaitement conscients de la différence qui existe entre une inspection nationale à des fins civiles et les types d'inspections internationales nécessaires en vertu d'une convention sur les armes chimiques. Cependant, nous pensons qu'un bref tour d'horizon de l'expérience que les Pays-Bas ont acquise en matière d'inspection nationale servira utilement de base à un examen fructueux - au Séminaire, mais aussi, plus tard, à la Conférence du désarmement - de l'inspection internationale que nous nous proposons d'établir dans la Convention sur les armes chimiques.

La pièce maîtresse de notre Séminaire sera un rapport établi à son intention concernant l'inspection expérimentale d'une installation de fabrication qui traite le phosphite de triméthyle. Quelques mots suffiront peut-être à expliquer pourquoi il convient de vérifier la non-fabrication dans une telle installation.

Les délégations semblent s'accorder à reconnaître que la production de composés à liaison P-méthyle mérite un traitement spécial dans une Convention sur les armes chimiques, en raison de l'importance que présentent ces composés en tant que précurseurs clefs de certains agents neurotoxiques. Le phosphite de triméthyle n'est pas un composé à liaison P-méthyle, mais sa transformation en un tel composé est relativement facile. Le principal objet de l'inspection expérimentale est d'étudier et de mettre à l'essai les aspects organisationnels et techniques liés aux mesures de vérification destinées à s'assurer que le phosphite ne sert pas à la fabrication de composés à liaison P-méthyle.

Les résultats de cette inspection expérimentale seront examinés au Séminaire compte tenu de la documentation relative à cette expérience qui sera mise à la disposition des délégations. Il va de soi qu'une visite à l'usine chimique inspectée sera organisée afin de permettre aux participants de mieux se rendre compte sur place de la nature du problème.

Nous espérons que toutes les délégations seront en mesure et désireuses de participer au Séminaire. Je me contenterai de dire : venez voir par vous-même cet été.

(M. van Schaik, Pays-Bas)

En apportant une contribution à la solution du problème de la vérification de la non-fabrication, nous espérons insuffler un nouvel élan à la question de la vérification en général. Les problèmes actuellement en cours de négociation sont certes complexes, mais la complexité des questions techniques n'est jamais telle qu'on ne puisse la surmonter. Ce travail peut parfois paraître assez terne, peut-être sera-t-il aussi plus ennuyeux que les délibérations de caractère plus général et de niveau plus élevé auxquelles nous sommes accoutumés dans cette salle. Mais il devrait nous remettre en mémoire les paroles de Werner Sombart : "Das richtige ist meistens langweiliger als das falsche" (Bien souvent, le vrai est plus ennuyeux que le faux).

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Pays-Bas pour sa déclaration et pour ses aimables paroles adressées à la présidence.

Mesdames et Messieurs, étant donné le temps limité qu'il nous reste, le représentant de l'Italie a fait part à la présidence qu'il remettait à la prochaine séance la déclaration qu'il avait l'intention de faire aujourd'hui. Je l'en remercie.

Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. SHAFII (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, si vous me le permettez, j'aimerais prendre très brièvement la parole. Nous avons avec nous ici, aujourd'hui, deux victimes iraniennes d'une utilisation d'armes chimiques au cours d'une attaque aérienne contre Ispahan. Si vous me le permettez, je vais dire deux mots à ce sujet.

Les deux Messieurs qui sont derrière moi ont eu l'amabilité de venir à cette réunion malgré certaines difficultés et d'apporter leur modeste contribution aux travaux de la Conférence du désarmement. Il s'agit de deux de nos médecins, le Dr Bagherpoor Teherani et le Dr Dehdashtian, qui ont reçu des soins médicaux en Suisse et sont actuellement sur le point de retourner en Iran.

Je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer les sincères remerciements de mon Gouvernement et de ma délégation au Gouvernement suisse et aux hôpitaux suisses pour les efforts humanitaires qu'ils ont déployés pour soigner ces victimes et de nombreuses autres victimes iraniennes de l'utilisation d'armes chimiques.

Nous espérons vivement que d'autres pays feront preuve de coopération par question de principe humanitaire en recevant sur leur territoire des victimes d'armes chimiques et démontreront ainsi leur engagement sincère en faveur d'une interdiction de l'utilisation de ces armes.

Maintenant, si vous me le permettez, je cède ma place au Dr Tehrani pour lui permettre de dire quelques mots au sujet de son expérience de l'utilisation d'armes chimiques.

M. TEHRANI (République islamique d'Iran) : Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux, je m'appelle Ahmad Bagherpoor. Je suis médecin et je travaille à l'hôpital Lormanadouli, de Téhéran. J'ai été envoyé pour un mois sur le front et j'ai travaillé à l'hôpital de Fatene Ahra qui se trouve à proximité d'Abadan. Là, j'ai soigné des victimes. C'était vers la fin du mois de février, j'étais de garde la nuit jusqu'à 2 heures du matin. Lorsque je me suis endormi, le matin je me suis réveillé à cause du bruit des fusées qui étaient lancées à proximité de cet hôpital. Le directeur de l'hôpital s'est rendu dans mon pavillon et a dit que nous devons tous nous rendre au pavillon des urgences car nous avons un grand nombre de blessés. C'est à ce moment que nous nous sommes rendus compte qu'il y avait une odeur dans l'environnement, dans la salle. A ce moment, les autres médecins qui étaient avec moi ont dit que les fusées utilisées étaient du genre chimique. Nous avons utilisé les uniformes spéciaux qui nous avaient été distribués et nous nous sommes rendus à l'hôpital. Le nombre des blessés était très important. C'étaient des blessés qui avaient été exposés au gaz cyanure et il fallait prendre des mesures d'urgence pour les traiter.

Selon ce que l'on m'a dit, deux fusées avaient été lancées contre l'hôpital. Il s'agissait tout d'abord d'une fusée de gaz moutarde, l'autre contenait du gaz cyanure. Les personnes exposées au gaz cyanure devaient être traitées d'urgence, et c'est pour cette raison que tous les médecins présents, c'est-à-dire 65 personnes, tous des médecins, ont commencé à traiter ces blessés. Comme je vous l'ai dit, le nombre des blessés était important et nous étions nous-mêmes exposés à ce gaz. Nous avons utilisé des uniformes spéciaux et des masques jusqu'à 2 heures, 3 heures de l'après-midi. Nous avons passé quelque 6 à 7 heures à traiter ces blessés et nous ne pouvions pas quitter l'hôpital car il fallait que nous soyions sur place. Notre profession nous appelait à rester sur place et à traiter tous ces malades. C'est aux alentours de 3 heures de l'après-midi que les effets du gaz moutarde sont apparus, et mes collègues ont pu également constater les effets de l'utilisation de ce gaz. Nous avons pu donc voir des cas de conjonctivite et de vomissements chez les malades.

Après avoir constaté les effets sur ma propre personne je ne pouvais plus rester sur place. Les activités à l'hôpital se sont arrêtées et quelque 65 médecins qui travaillaient, ainsi que le reste du personnel médical, ceux qui travaillaient dans la salle de chirurgie notamment, bref tout l'hôpital a dû arrêter ses activités. Tous les médecins et tout le personnel soignant ont été envoyés à Ahwad. D'Ahwad on nous a envoyés à Téhéran et de Téhéran nous sommes venus à Genève.

J'ai été envoyé au CHUV^{*/} à Lausanne et je dois dire que j'y ai été très bien soigné et accueilli. Maintenant je me trouve ici avec tout mon dos brûlé, mais on a quand même pu me permettre de sortir de l'hôpital et je crois pouvoir poursuivre mon traitement à Téhéran.

^{*/} Note du Secrétariat. CHUV = Centre hospitalier universitaire vaudois.

(M. Tehrani, République islamique d'Iran)

Je souhaite remercier les autorités de l'hôpital de Lausanne et également remercier le Gouvernement suisse d'avoir bien voulu nous accueillir. Les victimes des armes chimiques qui sont envoyées dans de nombreux pays constituent des cas qui peuvent servir à prouver l'utilisation efficace de ces armes, qui peuvent être donc des cas que la Conférence peut retenir. Ils peuvent servir d'exemple de la violation du Protocole de Genève de 1925 ou de la violation d'une convention à venir.

En guise de conclusion, nous aimerions exprimer le souhait que cette Conférence, qui a pour objectif le désarmement, puisse faire preuve de sérieux, puisse montrer son engagement dans la voie du désarmement, et ceci est possible si la Conférence réagit de manière adéquate face à une utilisation aussi flagrante d'armes chimiques.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran pour sa déclaration et pour les éléments de témoignage que sa délégation a apportés en complément à notre préoccupation et à nos débats.

Je voudrais, avant de lever la séance, procéder encore à l'adoption du calendrier des réunions de la Conférence pour la semaine prochaine. Le Secrétariat a distribué aujourd'hui un calendrier des réunions de la Conférence et de ses organes subsidiaires pour la semaine prochaine. Il a été établi en consultation avec les Présidents des organes subsidiaires et, comme d'habitude, il n'a qu'un caractère indicatif et peut être modifié selon que de besoin.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais également faire une communication concernant nos travaux. J'ai été informé que des consultations sont en cours sur le point 1 de l'ordre du jour "Interdiction des essais nucléaires". Des initiatives sont en gestation et actuellement sur le point d'être finalisées. Je me propose en conséquence de tenir une réunion de consultation avec les coordonnateurs de ce sujet du point 1 mardi prochain, sans doute vers 15 heures, à la salle de conférence du secrétariat au 6ème étage. Je tiens à préciser que cette réunion sera, bien entendu, ouverte à toute délégation qui s'intéresse à la question. D'autre part, il y a, me semble-t-il, un mouvement qui se dessine en ce qui concerne le point 5, objet de notre ordre du jour aujourd'hui, et je me propose, en conséquence, de tenir une réunion de consultation avec les coordonnateurs de ce point, demain, vendredi, à 11 heures, dans le bureau de la Présidence au secrétariat. Quelqu'un demande-t-il la parole ? Si tel n'est pas le cas, j'annonce que la prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 18 mars 1986 à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 15.